

Lettre ouverte au Président de la République Française

Christian Martin



La France piégée?

La Guadeloupe dans une situation de non-retour?

Indépendance : objectif sous-jacent des revendications?

Deux grandes questions à l'ordre du jour :

La question Statutaire

La question de la grande distribution et les prix

A) La question Statutaire

La manipulation systématique médiatisée aussi bien en Métropole qu'en Guadeloupe par des syndicalistes indépendantistes, confortés par une classe politique de sensibilité de gauche ou même au delà consiste à déstabiliser la Guadeloupe, objectif déjà atteint, mais encore à ébranler l'opinion Française - en France Métropolitaine -. N'est-ce pas Mme Ségolène Royal qui tenait en Guadeloupe ces propos repris par la presse et cités sur web France 2 Guadeloupe :

« Elle a reproché à "ceux qui nous gouvernent" de rester "enfermés dans leurs palais dorés". "Souvenons-nous de la Révolution française !", a-t-elle mis en garde. "Quand des parents n'arrivent plus à donner à manger à leurs enfants, en général, ça va mal finir", a dit le leader socialiste, mettant le gouvernement en garde contre toute "stratégie de pourrissement" ».

Selon elle, « *la posture de blocage du Medef n'est pas tenable* » et appelle l'État à exiger "la vérité sur les prix (...) et à remettre de l'ordre" sur des situations de monopoles et d'ententes qui ne seraient pas tolérées en métropole. « *L'État, a-t-elle ajouté, en a le pouvoir, contrairement à ce que le gouvernement affirme* ».

Aussi les dirigeants du MEDEF, qui contrairement à ce qu'elle pense, ne sont pas principalement des békés, lui reprochant de mettre de l'huile sur le feu, l'ont déclaré persona non grata.

N'est-ce pas le parti socialiste qui vient de mettre sur pied « un comité outre-mer »

Le gouvernement dont l'action ne suit pas une réflexion prompte et rationnelle se rend compte, mais avec retard, que la gauche s'efforce de récupérer le mouvement revendicatif des Antilles à son profit.

N'est-ce pas Elie Domota qui soulevé « Le spectre de mai 1967 » évé-

nement tragique au cours duquel les grévistes réclamaient aussi et surtout l'indépendance, infiltrés par le bras armé de cette mouvance indépendantiste et qui tirait sur les forces de l'ordre.

Le Président de la République est tout à fait conscient de la revendication statutaire sous-jacente puisqu'il est bien informé par les assemblées (les élus) qui se prononcent encore une fois pour une évolution statutaire.

Lors de l'entretien du 19 février avec l'ensemble des élus le Président précise qu'il est favorable à la création d'une collectivité unique mais à condition de respecter la volonté des électeurs et il ajoute qu'il a noté que cette formule avait été rejetée par les électeurs en 2003 aussi bien en Guadeloupe qu'en Martinique. Il dit aussi qu'il faut concevoir des institutions équilibrées pour gouverner démocratiquement mais qu'il faudra clarifier **les relations financières avec la République ;**

les compétences des autorités locales devant **être financées par des ressources locales**. Il a raison le président dans un certain sens au regard de son électorat. Mais il est piégé par cette question statutaire. Département ? Statut obsolète ? Faut-il parler maintenant de collectivité unique ? Faut-il penser qu'en laissant se dégrader la situation, il tend à montrer, non aux Guadeloupéens qui malheureusement sont aveuglés par des revendications tout à fait discutables, **mais aux Français qu'il faut larguer les Antilles** ? Mais ce changement statutaire peut intervenir que par voie référendaire.

C'est donc un dilemme car après les Antilles il y a la Réunion, la Corse, ...

Déjà sur internet, sont diffusés des articles du genre « Corse, Guadeloupe, même combat ».

À propos de la propagande en territoire Français voyez le lien suivant : **SIGNEZ LA PETITION DE GOLD31 POUR IMPOSER LEUR INDEPENDANCE AUX DOM TOM (en cliquant sur le lien suivant)** :

<http://jesigne.fr/independance-domtom>;

Les Français s'exclament maintenant plus que jamais tout haut, pour confirmer le largage des Antilles et ce à cause de l'importance du déficit et des attitudes anti-touristiques, anti-blanc. Ils disent en majorité ; Laissons les prendre en main leur destin. D'ailleurs, les Antilles sont toujours qualifiées par ces mots « les danseuses de la France ». Per-

sonnellement, j'ai toujours rejeté cette affirmation désobligeante car si je suis né danseur de La France je dois en tant que patriote être partie intégrante de cette France et « danser avec tous les Français de l'hexagone »

Aujourd'hui les Français disent encore une fois, s'ils veulent leur indépendance qu'on réponde positivement à cette demande car on n'en n'a rien à foutre, les 15 milliards devront profiter alors aux français de France. Le Président est donc piégé statutairement à moins que cela ne fasse partie d'une stratégie de largage. Par ailleurs, ce qui est aussi regrettable c'est qu'un Ministre de la République puisse faire des propositions au nom de L'État et ensuite retirer ces propositions! Est-ce encore une stratégie ou une erreur ou bien alors de l'incompétence? Si c'est le dernier cas, que fait-il à cette haute fonction?

Je ne voudrais pas toutefois terminer ce paragraphe sans réitérer mes commentaires du 20 février « Dans le France Antilles de ce matin M le député Victorin Lurel pose une question très pertinente après les déclarations du Président Sarkozy au sujet d'une part de la mise à disposition de 580 millions d'Euros et d'autre part au sujet de la création d'une collectivité unique à chaque DOM; je cite donc une partie de cette question extraite du France Antilles de ce jour « ...s'il faut aller au-delà de la départementalisation c'est nous qui le déciderons. Si le peuple guadeloupéen a l'impression qu'on lui a balancé ça pour le larguer, je peux vous dire qu'il y réfléchira à deux fois » **Le chat est-il enfin sorti du sac? S'il y a un**

abcès à propos de la départementalisation vers l'indépendance, **il faut le crever IMMÉDIATEMENT** et tenir un vrai référendum avec une question simple et claire; Voulez-vous être indépendant de la France? Et Messieurs les indépendantistes devront jouer le jeu et dire la vérité au peuple guadeloupéen. Je ne parle pas seulement de la perte de tous les avantages sociaux et autres mais je les invite à nous dire quelle sera **la monnaie de la future Guadeloupe!** Voulez-vous retourner au franc guadeloupéen?

En Afrique, ils ont le CFA et ils auraient bien aimé avoir l'Euro. En Haïti ils ont la gourde et recherchent désespérément une garantie de valeur au dollar US. hélas une gourde limitée au pays. Seuls les BAHAMAS ont obtenu une parité au dollar US, les Américains ne voulant pas d'un deuxième Cuba à leur porte.

Être insulaire nous porte à croire que nous sommes le nombril du monde et aujourd'hui plus que jamais comme nous faisons partie de L'Europe et que nous avons l'euro une devise forte chacun doit se demander pourquoi il blâme les autres incluant le gouvernement et se demander quelle est sa responsabilité personnelle dans la situation actuelle. Dans le contexte actuel de crise économique mondiale, quelle part positive chacun est prêt à assumer pour aider son pays. Barack Obama disait récemment : « je mets la table mais je ne peux garantir le succès total des programmes mais il vaut mieux faire que de ne rien faire ». Quel exemple extraordinaire cet homme!

B) La question de la grande distribution et les prix ;

Les journalistes ont cru devoir effectuer un sondage en métropole sur la légitimité du mouvement suite à la vie chère en Guadeloupe.

La réponse a été, 8 français sur 10 considèrent comme légitime la revendication sur la vie chère.

Si même question avait été posée aux français pour la France métropolitaine la réponse aurait été sinon identique du moins à 100%

La cherté de la vie dans le contexte actuel est une réalité et un constat effectif

Le tout maintenant est de déterminer les causes réelles et de trouver les solutions adéquates.

Il ne suffit pas d'augmenter les salaires, sans toucher aux prix. Les charges salariales entrent dans le calcul du coût du produit et va nécessairement dans le sens d'une augmentation de ces produits.

Il faut donc rechercher comment agir sur les prix et comment obtenir une baisse de ces prix.

Que constatons- nous aux Antilles par rapport à cette crise accentuée par une crise financière mondiale;

Qu'Il est regrettable que sur le plan économique que l'on masque les vrais problèmes par

- Une cause essentielle, le colonialisme, exploitée depuis des décennies par La « gauche outran-

cière » avec comme denrée permanente l'esclavage

- Le rejet des békés qui sont pour eux la cause de la vie chère. Ces fautifs deviennent la cible. Ils sont riches et comme par hasard il n'existe pas de békés « Bas-can » /pauvres
- Une racialisation focalisée sur tous les blancs, tout en disant, mais non ! les Békés sont avant tout des Guadeloupéen et des Martiniquais ce qui permettrait de dire que la question raciale n'est que sous-jacent.
- La volonté de détruire le monopole, de partager la grande richesse. Le président disait « une économie à deux vitesses générant des inégalités de la répartition des richesses **d'autant plus insupportable que cette inégalité est particulièrement visible dans un milieu clos** ».

J'ai vraiment l'impression de revivre, la lutte des classes, le collectivisme que nous devrions qualifier d'une forme « d'exploitation outrancière » que j'aime maintenant ce mot ainsi que le collectif unique des DOM. Une droite qui rejoint les propos des indépendantistes et de la gauche toute entière .Une aubaine incroyable le béké bouc émissaire pour un consensus général afin de répondre maintenant aux Français de L'hexagone ; Oui je vous ai entendu ! Nos compatriotes méritent bien de gouverner leur propre destin ???

Vous connaissez tous le boomerang et bien il revient toujours sur ceux qui rentrent dans un conflit têtes baissées, ceux qui plongent dans une

culture qu'ils ne connaissent pas ou qui rentrent dans des discussions à propos de rumeurs qu'ils propagent de façon « outrancière » pardonnez-moi d'utiliser encore ce mot qui semble plaire aujourd'hui pour discréditer une partie de la communauté Antillaise, (Blanc de toute origine Syro-libanaise, Italienne, Métropolitaine et plus récemment arrivé les Juifs en incluant Les Chinois).

Effectivement, comme je l'ai précisé dans mon précédent article, il faudrait des statistiques pour évaluer les principes de l'économie « Ethnoculturelle Antillaise ». Et je demande à nouveau que les autorités compétentes en la matière exigent de l'IEDOM, **de compiler immédiatement** les données sur le nombre d'entreprises, incluant chiffres d'affaires, marges brutes et le nom de leur propriétaire. Je crois qu'à ce moment là nous aurons des surprises.

D'ores et déjà, vous précisez Monsieur le président que « ...sans faux semblants la concentration de l'activité de l'import/export aux mains de quelques grands groupes n'a fait qu'aggraver les écarts de prix ces dernières années » je présume que voulez parler de grands groupes en France Métropolitaine car aux Antilles il n'existe pas ou si peu des commerces import /export. Vous avez chez nous, principalement en dehors du commerce de détail, des importateurs distributeurs/grossistes. Vous devriez plutôt consulter les données des exportations qui se résument principalement par des exportations agricoles vers l'hexagone. Si vous parlez de Monopole vous

devriez exclure les Békés, car le vrai monopole est détenu par la France qui exerce un monopole sans réserve, nos services de douanes sont là pour vous le dire car les importations de l'Amérique du Nord, Sud ou Centrale sont systématiquement découragées. Parlons en, de ce Fameux Monopole il est où? Il est d'abord en France Métropolitaine, Les Banques, les Carrefour, Auchan,..Etc... en fait tous les grands groupes de la chaîne alimentaire et financière qui se sont accaparés du marché Antillais. Si une Banque étrangère souhaite s'installer aux Antilles il y a un barrage immédiat. **Le vrai monopole vient donc de la France** aussi bien dans les transports que dans la chaîne de distribution. Alors si voulez remettre « à plat » le contexte économique insulaire il faudra commencer par la France car toutes nos importations proviennent de la France. Il paraît, et je fais maintenant allusion, à des rumeurs un peu comme il se fait à propos des Békés, les plus riches les exploiters etc... que la ligne la plus rentable d'air France est la ligne des Antilles. A quand une tarification à la portée de tous ? Vous voyez comment le boomerang peut revenir en pleine face et cela n'est qu'un exemple.

Voilà une information intéressante ci-jointe reçue ce matin ou hier en voulant faire cet article je faisais des recherches complémentaires sur l'octroi de mer et j'ai découvert sans avoir les chiffres (non disponibles sur le net) que l'octroi est bien une des sources principales de l'augmentation du coût de la vie, car il est collecté pas seulement sur les marchandises mais aussi sur le coût

du transport et dans certains cas (encore chiffres non disponibles) sur les taxes douanières. J'oubliais collecté aussi sur les importations du pétrole qui représentent un volume colossal. Il m'est rapporté que le taux de cette imposition serait de 7% en Guadeloupe et de 20% en Martinique. Toutefois, il semble difficile de généraliser ces taux car ils fluctuent en fonction des produits importés et des décisions des différents conseils régionaux. Je crois que j'ai bien touché dans mon analyse précédente, la « plaie » en créole le « bobo » Soit d'une part cet octroi de mer qui « grève » substantiellement les prix et d'autre part les 40% qui 'grève la disparité salariale entre le fonctionariat et les employés du secteur privé/commercial. Il faut noter que même s'il y a une baisse du taux de cet impôt, en termes de recettes, il n'y a pas forcément une diminution de ces recettes car il faut penser à l'augmentation des volumes en tonnage liée à la croissance du marché mais aussi à l'augmentation des prix en général. Si les français de l'hexagone trouvent une augmentation substantielle du coût de la vie que devrait dire le Guadeloupéen puisque la majorité des importations proviennent de la Métropole. Le conseil régional fixant le ou les taux de l'octroi de mer a aussi un objectif c'est d'atteindre le financement du budget de la Guadeloupe. En conclusion le contribuable ne réalise pas qu'à chaque fois qu'il consomme, il paye son propre budget Mais il demeure que la Guadeloupe est subventionnée dans biens des cas Banane, sucre, RMI, RSA sécurité sociale etc.... si mes constats sont faux SVP, corrigez-moi. Je voudrais

conclure que la France **EST PIÉGÉE PAR SON SYSTÈME D'OCTROI DE MER ET PAR LES 40% DONNÉS AU SECTEUR PUBLIC ET BANCAIRE** et qu'une des pistes envisageables pour compléter tous les avantages sociaux déjà en place ou proposés de manière à éviter une hausse salariale que l'État ne peut envisager, il faudrait que le débat porte vraiment sur la disparité salariale reliée au 40 % et qu'un abattement de l'impôt spécial additionnel au 30% soit réservé uniquement aux salariés de la fonction privée dite commerciale qui ne bénéficient pas des 40 %,

Que ce nouvel abattement soit calculé et voté afin de sortir de cet impasse. Le Gouvernement ne peut agir DIRECTEMENT SUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES MAIS POURRAIT IMMÉDIATEMENT INTERVENIR EN MATIÈRE D'IMPOSITION.

J'exhorte toutes les parties en présences de faire preuve de Raison et de Lucidité afin de ne pas convertir ce conflit d'ordre économique en luttes des classes pour justifier soit le largage des Antilles, (peut-être déjà planifié) ou de le racialiser à outrance voir le slogan : « nous n'avons pas besoin de médecins blancs » et de maintenir en otage le peuple, une attitude anti-démocratique reliée à des cellules révolutionnaires dont nous connaissons tous « le motus operandi ».

Et je vous prie aussi de vous référer au fichier joint pour des premières statistiques concernant la répartition des marchés Antillais.

Crise aux Antilles – La distribution

Pour Info, la grande distribution à la Martinique est composée du Groupe PARFAIT qui sont des mulâtres Martiniquais , des Groupes HAYOT (GBH) et DESPOINTES des békés Martiniquais , HO HIO HEN des chinois Martiniquais , LANCRY des Noirs Martiniquais et les autres sont des groupes Métropolitains.

PARTS DE MARCHÉ DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE DANS LES DOM

GUADELOUPE		
1 CORA		39,39%
2 DESPOINTES		20,17%
3 GBH		14,36%
4 LE METAYER		11,51%
5 DIVERS		14,57%
	TOTAL	100,00%
GUYANE		
1 CORA / LEADER PRICE / MATCH		30,00%
2 GROSSISTES		12,00%
3 DIVERS / LIBRE-SERVICES / SUPERETTES		58,00%
4 GBH		0,00%
	TOTAL	100,00%
MARTINIQUE		
1 CORA/MATCH		17,00%
2 GROUPE PARFAIT		14,30%
3 GBH		13,30%
4 GROUPE HO HIO HEN		12,70%
5 LEADER PRICE		11,60%
6 GROUPE LANCRY		11,40%
7 GROUPE G DESPOINTES		10,80%
8 DIVERS		8,90%
	TOTAL	100,00%
REUNION		
1 SCORE / GROUPE CASINO		32,90%
2 CHAMPION DIA / GROUPE CAILLE		21,80%
3 SYSTÈME U		18,60%
4 LECLERC / GROUPE THIA KINE et CHONG		10,80%
5 CARREFOUR / GBH		8,50%
6 DIVERS		7,40%
	TOTAL	100,00%

MARTINIQUE : 400.000 habitants dont 113.000 salariés (source IEDOM AFD INSEE)

1er Groupe PARFAIT = 1.200 employés (1,06% des salariés de la Martinique)

2ème Groupe HAYOT = 1.150 employés (1,01% des salariés de la Martinique)

Voilà la vérité sur les parts de marché de la grande distribution alimentaire dans les Dom!!!
Comme vous pouvez le constater la concurrence existe et les clichés s'effondrent après lecture!

La part des békés dans l'économie martiniquaise : **en 2008 = 5%**

Un exemple éclairant des prix aux Antilles :

<i>la pomme de terre</i> (produit de base par excellence)	
VALEUR DEPART DU CONTENEUR POMME DE TERRE	= 4.000 €
COUT TRANSPORT MARITIME	= 3.900 €
OCTROI DE MER (12,5%)	= 990 €
TOTAL A L'ARRIVEE	= 8.890 €

Quant à l'*octroi de mer* s'il est de **12,5 %** pour la pomme de terre, il est de **27 %** sur la farine !!!! Il faut savoir que l'*octroi de mer* est fixé par la Région